



Deux pouvoirs d'achat à ne pas confondre : le durable et le périssable

Depuis presque cinquante ans et la fin des Trente glorieuses, le pouvoir d'achat, sous cette dénomination ou une autre, est au cœur des préoccupations des Français et donc des campagnes électorales pour la présidentielle. Rappelons ainsi que François Mitterrand a gagné en 1981 sur un programme de meilleure répartition des richesses. Jacques Chirac en 1996 sur la réduction de la fracture sociale. Nicolas Sarkozy en 2007 sur le gagner plus en travaillant plus. En 2017, la promesse d'Emmanuel Macron de supprimer la taxe d'habitation a pesé certainement dans son élection. Le sentiment d'insécurité économique, qu'il repose sur des faits ou des croyances, est profondément ancré depuis le premier choc pétrolier de 1974 qui a été un choc, aussi, sur les mentalités. Les Français sont passés d'une certaine certitude dans la croissance de leur pouvoir d'achat à une incertitude

certaine, en particulier dans les classes modestes et moyennes les plus affectées par les crises. Le sentiment d'insécurité économique qui renvoie à la crainte de ne pas finir les fins de mois pour soi-même et sa famille doit être entendu pour expliquer et rassurer lorsqu'il repose sur des croyances (par exemple la crainte d'une explosion de l'inflation alors qu'elle reste contenue) et pour le traiter à la racine par des transformations lorsqu'il résulte de faits établis. Comment ? Les sciences économiques et de gestion qui, comme celles médicales, ne savent pas tout mais ont forgé des connaissances solides apportent des éléments de réponses. Selon elles, la question du pouvoir d'achat durable c'est-à-dire non périssable pour les travailleurs au sens large – artisans, agriculteurs, ouvriers, professions libérales, ingénieurs, techniciens, etc. – renvoie plus à l'augmentation supportable

des revenus qu'à la baisse artificielle des prix. Or sauf héritage ou jeu de hasard, le plus efficace pour développer durablement les revenus sans couler une économie, c'est d'abord par le travail qui est le seul facteur actif de création de valeur lorsqu'il est créatif. Puis par la négociation de la valeur créée en revenus supplémentaires avec ceux qui en décident, l'État pour les fonctionnaires et les chefs d'entreprise pour les salariés du privé.

Ambitions pour l'emploi

Au plan politique, réduire le sentiment d'insécurité économique des Français par le développement du pouvoir d'achat passe donc par des politiques favorisant les créations d'emplois, la créativité du travail (et donc ses leviers principaux que sont l'apprentissage et la formation professionnelle tout au long de la vie) et la négociation salariale. Vont dans ce « bon » sens par

exemple, et le spectre des possibles est large, les plans nationaux de reconquête industrielle sur des secteurs porteurs (hydrogène, batterie électrique, agroalimentaire, aéronautique, etc.), la pression mise sur les branches professionnelles pour négocier avec leurs syndicats des augmentations salariales supportables comme récemment dans l'hôtellerie et la restauration, la défiscalisation des primes sur les résultats, des incitations pour les entreprises qui mettent en place des systèmes ambitieux de participation aux résultats et qui investissent dans l'apprentissage et la formation professionnelle. Vont dans le « mauvais » sens les mesures qui pour séduisantes a priori soient-elles – blocage des prix, suppression de la TVA, etc. – en n'agissant pas sur la racine du pouvoir d'achat vont en fabriquer un périssable. Ainsi baisser la TVA sur des produits dont les prix augmentent en rai-

son d'une offre inférieure à la demande – comme actuellement l'essence ou le blé – provoque, après une courte période de gain de pouvoir d'achat, un retour d'inflation des prix de ces produits qui annule ex post le gain ex ante, cela tant que l'offre reste inférieure à la demande. Pire, une telle mesure appauvrit en sus la sécurité sociale – donc les malades, les retraités et les familles qui en dépendent – puisque ses prestations sont financées grandement par les recettes de TVA. En somme, une sorte d'escroquerie au pouvoir d'achat.

Laurent Cappelletti

Professeur titulaire de chaire au Conservatoire National des Arts et Métiers, Montpellier & Paris
Maire adjoint de Mauguio-Carnon

Henri Savall

Président-Fondateur de l'Institut de socio-économie ISEOR
Professeur émérite de l'IAE de Lyon

